

ÉLECTIONS FRANÇAISES : ÉCLAIRAGES ET PERSPECTIVES

Documents d'analyse et de réflexion

juin 2007

rue Maurice Liétart, 31/4 – B-1150 Bruxelles



Asbl soutenue par le Service Education permanente de la Communauté française



**Centre AVEC, rue Maurice Liétart, 31/4 – B-1150 Bruxelles
Tél. : +32/(0)2/738.08.28 – <http://www.centreavec.be>**

Élections françaises : éclairages et perspectives.

Le 6 mai 2007, Nicolas Sarkozy est élu président de la république. Il sort largement vainqueur d'une campagne qui ne se sera finalement jouée qu'entre quatre candidats (Nicolas Sarkozy, Ségolène Royal, François Bayrou et Jean-Marie Le Pen) alors qu'ils étaient douze à l'aube du premier tour¹.

Très vite se dessinent ensuite, presque unanimement, les enseignements de cette campagne : la victoire de Sarkozy est incontestable, le taux de participation élevé est salué par tous, de même que l'échec de Jean-Marie Le Pen, candidat du Front National. Trois victoires en somme. Trois bonnes nouvelles ?

Une victoire incontestable

Avec plus de 53% des suffrages² exprimés au deuxième tour, la victoire du candidat de l'UMP (Union pour un Mouvement Populaire) est indiscutable. C'est celle d'un homme qui la désirait peut-être plus que tous les autres candidats, ou en tout cas qui semble mieux que les autres l'avoir préparée. La minutie avec laquelle il a déroulé sa campagne, sans place aucune à l'improvisation, est frappante.

Il faut dire qu'il y pense depuis longtemps, très longtemps. Dès 2002, il se place dans la bataille à la succession de Jacques Chirac, tout juste réélu dans les conditions particulières que l'on connaît. Chirac ne s'en cachera pas, Sarkozy n'est pas son successeur « de cœur » (incarné par Dominique de Villepin) mais la détermination et l'ambition de Sarkozy, qui s'était déjà – à 28 ans ! – emparé de la mairie de Neuilly, auront raison de tous ceux qui tenteront de lui barrer la route, à commencer par ceux qui appartiennent à sa famille politique³.

Il n'a donc pas manqué de temps pour préparer sa campagne et est devenu un véritable expert de la communication. Bien (largement) entouré et conseillé, il a respecté à la lettre les principales démarches du marketing politique⁴.

Très attentif à l'analyse du contexte et du terrain, il aura adapté sa campagne en fonction des indications fournies par les instituts (jamais un candidat n'aura commandé autant d'enquêtes qualitatives et quantitatives) sur l'état des destinataires de sa campagne.

La détermination des cibles et des objectifs de la campagne (on a beaucoup parlé de son siphonnage de l'électorat de l'extrême droite), ainsi que la détermination de son image (d'homme d'action) auront également eu droit à une attention toute particulière.

¹ Soit huit candidats en plus des quatre cités : Philippe de Villiers, Frédéric Nihous, Marie-George Buffet, Olivier Besancenot, Arlette Laguiller, José Bové, Gérard Schivardi, Dominique Voynet. Les deux premiers s'inscrivent à droite tandis que les six suivants à gauche.

² 31,2 % en ce qui concerne le premier tour, soit déjà une avance considérable sur la candidate socialiste qui arrivera deuxième de ce premier tour (25,9 %).

³ Il a donc finalement réussi le sacré pari de rassembler son camp, en dissuadant les gros candidats potentiels de sa famille politique (Dominique de Villepin, Jean-Louis Borloo, Michèle Alliot-Marie) de se présenter.

⁴ MAAREK, Philippe J., *Communication et marketing de l'homme politique*, Editions Litec, Paris, 1992.

La détermination des thèmes de campagne n'échappe pas à la règle : Sarkozy était tellement bien préparé qu' « il a su imposer son rythme à la campagne électorale. C'est en effet autour des thèmes qu'il a mis en avant que le débat s'est organisé. Les principaux candidats ont été obligés de le suivre sur les terrains qu'il a choisis et imposés. La nation, l'identité nationale, l'immigration, la valeur travail ont ainsi été au cœur de la campagne parce que Sarkozy les y a placées »⁵

Les résultats des législatives (victoire de l'UMP) confirment l'impression d'un parcours difficile mais sans faute.

Dans le camp des grands perdants (le Parti Socialiste, qui subit une troisième défaite consécutive), on reconnaît à demi-mot qu'on n'était pas prêt. Sarkozy est parti avec des longueurs d'avance et a assez logiquement su maintenir la distance sur une Ségolène Royal qui aura eu le mérite de se battre jusqu'au bout avec beaucoup d'énergie alors qu'elle se savait perdante. Le débat du 2 mai, dernière joute verbale télévisée entre les deux finalistes, ne change rien. Il est même assez ennuyeux : l'image est le seul enjeu et la règle est « surtout sois ce que tu n'es pas (assez) ». Sarkozy évitera tout dérapage et réussira à faire oublier son excitation, Royal son incompétence supposée. Dans cette course de fond, le démarrage a été crucial. Leur première (mais aussi plus dure) étape était le rassemblement en interne. Il l'a réussi. Elle a calé. Jamais les éléphants du PS (en particulier Dominique Strauss-Khan et Laurent Fabius) n'ont semblé être dans le coup, ou avoir été mis dans le coup. Les torts sont sans doute partagés. Peu importe. Savoir réunir sa famille est indispensable pour gagner une élection présidentielle, la gauche n'a pas réussi, l'extrême gauche encore moins. D'autres explications ont été apportées à la défaite de Royal (absence de programme ou programme flou, méconnaissances ou hésitations de la candidate sur certains dossiers, filiation naturelle plutôt à droite des électeurs et des représentants du centre,...) mais ça commençait déjà très mal.

Un taux de participation record

Le taux de participation élevé, miroir de l'intérêt porté par les Français pour la campagne, est collectivement salué. La démocratie est à juste titre félicitée mais dans le même temps, on ne se penche pas beaucoup sur les raisons de ce succès. On évoque bien sûr la qualité des candidats et le côté « nouvelle génération » de la campagne. Deux finalistes quinquagénaires « non-sortants » qui respectent la parité homme/femme. Forcément, ça change.

Étrangement, dans une campagne où Sarkozy n'a eu de cesse de faire croire aux Français qu'il pourrait, avec son énergie, son efficacité, sa philosophie du résultat et ses certitudes, arranger leurs problèmes presque au cas par cas (certaines émissions de télévision en ont été la mise en scène surréaliste⁶), on ne parle déjà plus beaucoup de projet de société : « Il a fallu faire campagne à la carte, répondre à des demandes individuelles, pas à des aspirations collectives »⁷.

⁵ REINHARD Philippe, *Président ! Histoires secrètes d'une élection*, First Editions, Paris, 2007, p. 131.

⁶ L'une d'elle, sur tf1, a par exemple donné l'occasion à un participant d'interpeller Sarkozy sur son expérience difficile des contrôles policiers (délit de faciès, injures policières,...). Sarkozy lui répondra de venir le voir après l'émission, de lui dire quand et où se sont passés les faits pour qu'il puisse, personnellement, sanctionner durement les coupables.

⁷ HEES, Jean-Luc, *Sarkozy président, journal d'une élection*, Editions du rocher, Paris, 2007, p. 29.

Prenant option pour une autre définition de la démocratie, nous sommes interpellés par ces attitudes et avons du mal à célébrer pleinement cette fête de la démocratie. Selon nous, « même la conception la plus formelle, la plus purement procédurale de la démocratie entraîne déjà, au-delà d'elle-même, une exigence de fond : l'écoute et le respect de la parole de l'autre. La dimension humaine, le primat de la personne émergent du pur rapport de forces. La société ne peut être fondée sur le choc et la négociation de libertés individuelles uniquement soucieuses de leur intérêt propre. (...). Nous croyons que la démocratie moderne, fondée sur la libre adhésion des personnes individuelles, est capable de dégager un projet de société qui apparaisse comme « bien commun » à tous ses membres ; bien plus, nous pensons qu'il n'y a pas de démocratie sans un pareil projet, sans une conception (...) de « l'humainement souhaitable ». (...). La démocratie ne peut donc faire l'économie d'un projet de monde meilleur, d'une société juste et fraternelle. (...). L'être humain n'est pas enfermé dans son intérêt propre et ses pulsions. Il est capable de s'intéresser à l'autre et d'en prendre soin, capable aussi de s'intéresser au tiers lointain et au bien commun d'un groupe et, de proche en proche, de l'humanité. L'humain émerge dans la relation »⁸.

Ceci n'est pas sans nous rappeler ce qu'Uli Windisch appelle la pensée sociale décentrée (qu'il oppose à la pensée sociale sociocentrique) et qu'il définit comme une « décentration sociale et cognitive généralisée impliquant de la part du destinataire un travail cognitif élaboré. L'individu, quelles que soient ses idées, ses préférences, ses valeurs, tient à les situer parmi les autres systèmes d'idées et de valeurs possibles, et à les comprendre, sans diaboliser ces autres systèmes »⁹.

Les dispositifs communicationnels aptes à réaliser ce modèle de la décentration cognitive sont tout à fait particuliers et s'opposent en tout point au langage de la publicité, définie par Vincent Magos comme « le langage de la vente, de l'injonction comportementale, de l'intérêt particulier et non de l'intérêt général. C'est en outre un langage qui généralement ne veut ni expliquer, ni informer, mais uniquement convaincre, influencer »¹⁰. A l'opposé de cette communication se situe ce qu'on peut appeler la communication socio-éducative qui, quant à elle, concerne « l'éducation à un certain nombre de problèmes sociaux ou liés à la vie sociale (...) ; elle constitue une forme d'accompagnement à la vie sociale et vise l'intégration harmonieuse de l'individu dans la société »¹¹. Sa finalité est donc très différente de la publicité et vise à « tendre au mieux-être collectif par la responsabilité individuelle »¹². Notre option pour la démocratie s'inscrit indiscutablement dans ce second modèle.

Au vu des dispositifs de communication mis en œuvre tout au long de la campagne de Sarkozy (et de son hyper personnalisation), on peut douter de leur capacité à réaliser un modèle « décentrant » tant le langage du nouveau président fut autoritaire, non-égalitaire, et orienté vers la réalisation d'intérêts davantage individuels que collectifs. En outre, les médias traditionnels ont plutôt tendance, eux aussi, à décomplexifier la réalité en privilégiant le sensationnel. Même les nouveaux médias (blogosphère) dont on attendait beaucoup en terme de mises en relation et d'échanges n'ont visiblement pas réussi à jouer un rôle prépondérant.

⁸ *La démocratie, pourquoi ?*, Sous la direction de Jean-Marie FAUX, Editions Couleur livres, 2006, Charleroi, p. 29-31.

⁹ WINDISCH Uli, *Le prêt-à-penser. Les formes de la communication et de l'argumentation quotidiennes*, Editions L'Age d'Homme, Lausanne, 1990, p. 29.

¹⁰ Dans SOJCHER J., DEVILLERS V., *Face au sida*, Editions de l'Université de Bruxelles, 1993, p. 152.

¹¹ PERAYA D., « les formes de communication pédagogiques médiatisées : le socio-éducatif et le didactique », dans le *Journal de l'enseignement primaire*, n°44.

¹² LE NET, M., *Communication publique, pratiques des campagnes d'information*, La documentation Française, Paris, 1993, p. 14.

L'abstention record du premier tour des législatives (près de 40% des électeurs¹³) nous rappelle en outre toute la fragilité de la démocratie. Même si cette désaffection peut s'expliquer (bon nombre d'électeurs ont sans doute pensé que les jeux étaient déjà faits), elle nous interpelle et, au même titre que l'état de la future opposition, n'est pas forcément bon signe pour la démocratie.

Un recul de l'extrême droite

La chute de Jean-Marie Le Pen est significative (16,86 % en 2002 contre 10,4% en 2007 pour la présidentielle). C'est une bonne nouvelle, et aussi une bonne surprise tant les questions sécuritaires ont été présentes sur la fin du mandat précédent (les émeutes de banlieues en 2005, les incidents de la gare du Nord peu avant le premier tour,...). Mais ici aussi, soyons attentifs à ne pas perdre de vue les causes de ce recul : la forte participation, l'handicap de l'âge de Le Pen et les erreurs stratégiques internes, le siphonnage des voix du FN par Sarkozy qui ira jusqu'à reprendre le slogan « La France, on l'aime ou on la quitte » de... Philippe de Villiers¹⁴. Mais ne boudons pas trop notre plaisir, les législatives ont marqué encore plus nettement le recul du FN (malgré la faible participation) et le message semble clair.

Et maintenant ?

On attend maintenant de voir comment Sarkozy va « rassembler », véritable mot d'ordre du nouveau président depuis son élection.

Nouveau défi de taille pour l'homme du clivage. Sarkozy ne s'est en effet pas privé pendant la campagne de monter les uns contre les autres et de présenter une vision de la France parfois dichotomique. La valeur travail, plus que jamais louée, oppose dans les discours du nouveau président la France qui se lève tôt à celle des fainéants, des chômeurs, des assistés, des profiteurs. Les questions d'immigration ont joué au même jeu, les solutions qu'il avance ne sont pas là pour plaire à tous. Sarkozy divisera aussi avec Mai 68 en faisant du mouvement une grossière caricature : « *Les héritiers de Mai 68 avaient imposé l'idée que tout se valait, qu'il n'y avait aucune différence entre le bien et le mal (...)* »¹⁵.

Comme pour légitimer ces divisions, le candidat (à grands coups de métaphores sportives populistes) mais aussi les médias (metteurs en scène de l'élection) sont là pour nous rappeler que la politique est un combat.

Sarkozy ne semble donc pas avoir le meilleur profil pour rassembler, lui qui n'en a jamais jusqu'ici fait une priorité (on se souvient qu'il n'a par exemple jamais voulu faire respecter la loi relative aux logements sociaux¹⁶ quand il était maire de Neuilly). Par ailleurs, on voit mal aujourd'hui comment sa

¹³ Le plus fort taux d'abstention à des législatives dans toute l'histoire de la Vème République.

¹⁴ Actuel président du MPF, Mouvement Pour la France.

¹⁵ HEES, Jean-Luc, *Sarkozy président, journal d'une élection*, Editions du Rocher, Paris, 2007, p. 20.

¹⁶ Le candidat de l'UMP, maire de 1983 à 2002, avait quitté ses fonctions en laissant la ville avec à peine 2% de logements sociaux alors que la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (S.R.U.) dispose que chaque commune doit posséder au moins 20% de logements sociaux.

politique ultra-libérale sera conciliable avec l'idée de ne laisser personne sur le bord de la route¹⁷. Mais les urnes ont parlé, « (...) *Le pays n'est pas « protestataire ». Il se cherche un manager. L'avidité de pouvoir manifestée par Nicolas Sarkozy ne semble pas lui nuire. Au contraire* »¹⁸. Les répercussions en terme de communication sont limpides et la volonté d'afficher sa volonté plus que présente. Le *Je* remplace clairement le *Nous* (Je veux !), petit dispositif d'énonciation lourd de sens, porte ouverte à la division et aux exclusions¹⁹.

La composition du nouveau gouvernement est, comme annoncé, marquée par une certaine ouverture, principalement symbolisée par l'entrée de Bernard Kouchner²⁰, plusieurs fois membre de gouvernements socialistes. Cette tactique des transfuges individuels a parfaitement fonctionné. Non seulement ces transfuges ont approuvé le programme de Sarkozy mais ils ont aussi affaibli (encore plus) l'opposition.

Au delà de la question du rassemblement, il sera intéressant de voir si le peuple français est réellement prêt à suivre son nouveau chef d'État. Le gouvernement sortant (dont faisait partie Sarkozy) n'a pas toujours, c'est le moins qu'on puisse dire, eu l'approbation de son peuple dont les derniers « non » résonnent encore (Contrat première embauche,...) et qui aura vite fait de se poser la question du « rassembler pour quoi et pour qui ? ».

Il est trop tôt pour juger le nouvel élu et nous n'avons pas d'autres choix que d'attendre voir. En ce sens, il est difficile de donner tort à Jean-Louis Borloo²¹ quand il dit que « *Le peuple de France, y compris les gens de gauche, ont souhaité donner sa chance à ce gouvernement* »²².

L'enjeu est de taille et nous devons sans doute d'autant plus espérer que Sarkozy réussisse ce rassemblement tant la situation des principaux concurrents paraît instable. Il faudra du temps au PS pour se reconstruire et la tâche s'annonce difficile (« trahison » de Kouchner, combats des chefs entre Strauss-Khan, Fabius, Royal et Hollande qui ne s'accordent visiblement pas sur le chemin à prendre,...). La gauche n'a jamais été aussi minoritaire dans le pays. Il faudra faire les bons choix. La claque électorale tout juste subie aura peut-être au moins le mérite d'être le point de départ d'une utile et profonde remise en question (idéologie, leadership,...). Du côté du centre, on a peut-être crié victoire avant l'heure tant François Bayrou semble s'être mis lui-même en danger en manifestant très clairement son dégoût pour Sarkozy. Cette hypothèse semble en tout cas confirmée par le petit score du Modem²³ (7% au premier tour des législatives contre 19% au premier tour de la présidentielle).

¹⁷ On pense particulièrement aux mesures fiscales du gouvernement Fillon qui profiteront surtout aux revenus les plus élevés.

¹⁸ HEES, Jean-Luc, *Op. Cit.*, p. 18.

¹⁹ Laurent Fabius imputera à Ségolène Royal une erreur stratégique de communication en lien direct avec ces dispositifs d'énonciation : « *Le PS, c'est le nous, pas le je* ».

²⁰ Ministre des Affaires étrangères et européennes dans le gouvernement François Fillon, depuis le 18 mai 2007.

²¹ Ministre de l'Économie, des Finances et de l'Emploi.

²² Dans *Libération* du lundi 11 juin 2007.

²³ Mouvement Démocratique, nouvelle formation politique dirigée par François Bayrou.

Un effet Sarkozy en Belgique ?

Y a-t-il eu un effet Sarkozy sur les électeurs belges ? Au sud du pays, on serait tenté de répondre par l'affirmative à cette question tant les comparaisons ont été nombreuses entre Sarkozy et Reynders, président du MR (Mouvement Réformateur), nouveau premier parti côté francophone. Reynders n'a pas été le dernier à se comparer au président français et, hormis la question de l'identité nationale, les campagnes des deux hommes partagent en effet de nombreux points communs. On peut dire que le MR espérait un effet Sarkozy sans trop prendre de risque.

Mais si par « effet Sarkozy » on entend « droitisation » du paysage politique, il faut peut-être être davantage nuancé et reconnaître les différences qui existent entre les situations politiques française et belge. Certes, le MR réalise un très bon score aux législatives du 10 juin dernier mais ses concurrents ne sont pas dans le même bourbier que ceux de l'UMP, hormis peut-être le Parti Socialiste (PS) d'Élio Di Rupo, grand perdant de nos élections. Un travail en profondeur doit clairement y être mené (on se dirige vers une cure d'opposition). Cela dit, le PS reste la deuxième puissance politique dans le sud du pays et son mauvais score s'explique surtout par le dossier Charleroi. Les autres se défendent bien (le Centre Démocrate Humaniste (CDH) se maintient ou progresse), même très bien (Ecolo est le grand gagnant des législatives)²⁴. Alors que l'Assemblée nationale française s'apprête à se vêtir de bleu²⁵, on peut espérer une représentation davantage pluraliste chez nous. Nous ne nous en plaindrons pas.

Xavier SCHEUER

Centre Avec

Juin 2007

²⁴ On peut davantage parler de droitisation au Nord du pays (forte baisse du SP.A (Socialistische Partij Anders), score considérable du CD&V/NVA (Christen-Democratisch en Vlaams/Nieuw-Vlaamse Alliantie), du Vlaams Belang et de la liste Dedecker).

²⁵ Même si la gauche a mieux « limité la casse » que prévu lors du deuxième tour des législatives, la victoire de l'UMP (ainsi que la bipolarité parfaite du système français) offriront certainement à Sarkozy une très claire gouvernabilité.